

## Social Discount à Nancy

Un appel à la grève et à un rassemblement a été lancé pour le jeudi 7 octobre à 14 heures devant la préfecture de Meurthe-et-Moselle dans les trois principales associations d'action sociale de Nancy (environ 400 salariés). Cela fait suite à la lettre ouverte que l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SUD) a envoyé le 1<sup>er</sup> octobre au préfet, dénonçant la politique du gouvernement qui a pour effet : de couper dans les budgets de l'action sociale, ce qui se traduit par le non-remplacement de personnel, des postes non pourvus, la suppression de missions... ; de diminuer les budgets des associations

(-0,84% pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociaux - CHRS, en 2010) ; d'entraîner des retards récurrents de paiement par l'Etat pour les budgets alloués aux associations, qui mettent en péril la trésorerie de celles-ci et à terme leur existence ; d'imposer des contrats d'objectifs et de moyens irréaliables dans une situation sociale et économique dégradée avec des moyens en baisse ; de multiplier les contrôles «tillons» des activités d'insertion par l'activité économique... L'intersyndicale a commencé à se réunir en janvier pour dénoncer la fragilisation du sec-

teur social dont les premières victimes sont les démunis. Ainsi, le Point d'accueil d'urgence de l'association ARS à Nancy ne peut plus prendre en charge de nouvelles demandes d'hébergement depuis le 1<sup>er</sup> octobre. Cette fermeture a été décidée par le comité exécutif de l'association après le désengagement de l'Etat concernant les subventions prévues. En effet, pour 2010, l'enveloppe attribuée à la région Lorraine pour l'hébergement d'urgence (dont aucune association d'action sociale n'a encore rien reçu) se limiterait à 3 millions d'euros alors que la seule ARS

engagera en 2010 environ 3,2 millions d'euros pour son action dans ce domaine. Cette enveloppe est donc largement insuffisante pour faire face aux demandes des personnes en situation de précarité. Comment alors assurer la mission de service public ? L'intersyndicale dénonce toutes ces mesures de casse de notre secteur et demande des moyens financiers et humains rapides afin d'accomplir la mission de service public auprès des plus démunis.

**Correspondant**

Tout est à nous!  
7 octobre 2010